

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/137

19 mars 2001

(01-1326)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: français

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES SUR L'AGRICULTURE A L'OMC - POSITIONS PRÉLIMINAIRES DU SÉNÉGAL

I. BREF RAPPEL DU CONTEXTE

Les produits agricoles représentent 20% des exportations sénégalaises, tandis que les importations alimentaires absorbent plus de 29% du total de nos avoirs extérieurs.

Il s'y ajoute le fait que nos exportations de produits agricoles sont dominées par les produits arachidiers suivis du coton, des fruits et légumes et des cuirs et peaux.

Par ailleurs, le Sénégal demeure un importateur net de produits alimentaires particulièrement pour le riz qui représente environ 75% de ses importations de céréales.

Enfin, il est essentiel de noter que pour le Sénégal, le rôle primordial de l'agriculture est de contribuer à la sécurité alimentaire du pays. De ce fait, en contribuant pour près de 70% dans la création d'emplois au Sénégal et, étant essentiellement une agriculture de subsistance, ce secteur ne devrait pas être traité à l'occasion des présentes négociations commerciales multilatérales, suivant une approche uniquement commerciale.

Ces caractéristiques de l'agriculture sénégalaise donnent une idée sur la place et le rôle multiple des activités agricoles, qui justifient une intervention directe de l'Etat, notamment dans le cadre d'une politique agricole appropriée axée sur la sécurité alimentaire et favorable au développement de complémentarités à l'échelon régional, ouest africain en particulier.

C'est sur la base de ces considérations que sont faites les propositions suivantes :

II. PROPOSITIONS

2.1 Accès aux marchés

- maintenir, pour des impératifs liés au droit au développement des nations petites et moyennes, l'admission en franchise des droits et taxes sur les marchés de pays développés des produits agricoles résultant d'arrangements préférentiels historiques ;
- reconnaître à des pays en développement un droit d'accès à des mesures de sauvegarde spéciale appropriées pouvant leur permettre de juguler des pratiques anti-concurrentielles mettant en péril leur production agricole sur leur marché domestique ;
- consentir une franchise totale de droit et de quota accompagnée des mesures incitatives à l'accès aux connaissances et aux infrastructures techniques nécessaires pour le respect des normes par les produits des PMA sur les marchés d'exportation ;
- admettre le principe « du donner et retirer », en vertu duquel il serait reconnu aux pays en développement qui avaient opté pour la consolidation de leur tarif douanier à

un tarif plafond, le droit de rationaliser leurs concessions tarifaires figurant dans leurs listes de concessions annexées à l'Accord sur l'agriculture.

2.2 Concurrence à l'exportation

- retenir le principe d'une réduction progressive substantielle des subventions à l'exportation ainsi que l'instauration de disciplines sur toute forme d'aide à l'exportation ;
- accompagner le dispositif par des mécanismes appropriés aptes à favoriser l'ajustement à terme des systèmes de production et de commercialisation agricole des pays en développement ;
- établir simultanément des mécanismes pouvant empêcher des incidences néfastes de la diminution des subventions sur la disponibilité d'aliments de base nécessaires à la sécurité alimentaire des pays importateurs nets visés par la Décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

2.3 Soutien interne

- autoriser aux pays en développement la pleine possibilité d'accorder un soutien interne au secteur agricole en vue de garantir la sécurité alimentaire, préserver l'emploi en zone rurale et réduire la pauvreté ;
- aménager, à cet effet, des mesures de flexibilité en leur faveur.

2.4 Traitement spécial et différencié

- accorder aux pays en développement dont la production agricole est faible, une flexibilité dans tous les instruments de production agricole, de façon à leur permettre d'entreprendre les réformes nécessaires pour préserver à court terme leur niveau de production alimentaire et améliorer sensiblement leur productivité agricole à long terme ;
- envisager de substituer les critères de délai, très souvent fixé de manière arbitraire, par des indicateurs économiques objectivement vérifiables, fondés notamment sur le niveau de développement ou de croissance du secteur ;
- prévoir, dans cet esprit, de réviser les délais accordés au pays en développement, notamment en matière d'octroi de subventions à la commercialisation prévues aux articles 9.4 et 9.1 d) et e) de l'Accord sur l'agriculture.

2.5 Sécurité alimentaire

- rendre plus opérationnelle la Décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ;
- rendre plus transparente et plus participative la gestion de l'aide alimentaire en évitant particulièrement toutes les formes de distorsions qu'elle peut engendrer sur les systèmes de production agricole des pays en développement ;
- mettre en place un fonds spécial des investissements agricoles pour des pays en développement en vue de leur permettre d'assurer le financement des infrastructures de base et d'ouvrages hydro-agricoles notamment.

Le Sénégal se réserve le droit de modifier, compléter ou retrancher certaines de ses propositions pour les rendre conformes aux positions communes qui pourraient être convenues ultérieurement au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).
